

Taxe sur la valeur ajoutée

octobre 2003

Table des matières

1	INTRODUCTION.....	4
1.1	RAPPEL DES PRINCIPES DE BASES	4
1.2	INCIDENCE POUR L'EPFL.....	5
2	PROCESSUS GÉNÉRAL D'IMPOSITION.....	5
2.1	L'EPFL EST-ELLE ASSUJETTIE À LA TVA ?.....	5
2.2	LE BÉNÉFICIAIRE DE LA PRESTATION BÉNÉFICIE-T-IL D'UNE EXONÉRATION ?	6
2.3	ACTIVITÉS DANS LE CHAMP DE L'IMPÔT	6
2.4	TRAITEMENT DES PRESTATIONS DE SERVICE EN FONCTION DU LIEU	6
2.5	ACTIVITÉS HORS DU CHAMP DE L'IMPÔT	8
3	SCHÉMA GÉNÉRAL DES PRESTATIONS DE L'EPFL	9
4	VENTE DE BIENS, PRESTATIONS DE SERVICES ET REFACTURATION DE FRAIS.....	10
4.1	VENTE DE LIVRES ET AUTRES PUBLICATIONS	10
4.2	VENTE DE MATÉRIEL SCOLAIRE.....	11
4.3	VENTE DE BIENS, LOCATIONS ET PRESTATIONS DE SERVICES DIVERS.....	12
4.4	DÉLIMITATION ENTRE PRESTATIONS DE CONSEIL ET FORMATION	13
4.5	REFACTURATION DE FRAIS	15
4.6	LOYER, PARKINGS	15
5	PRESTATIONS SCIENTIFIQUES (EN LIEN AVEC ART. 14, AL. 2 LTVA ET CHAPITRE 2.4.3) /RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	16
5.1	PRESTATIONS D'ANALYSE ET D'EXPERTISE	16
5.2	PRESTATIONS DE RECHERCHE.....	17
5.3	CONTRIBUTIONS DE SOUTIEN À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT	19
5.4	MANDATS DE SOUS-TRAITANCE DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE	21
5.5	DONS, LEGS, CONTRIBUTIONS DE TIERS	21
5.6	SPONSORING	21
6	PRESTATIONS DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION.....	22
6.1	ENSEIGNEMENT, INSTRUCTION.....	22
6.2	FRAIS ANNEXES AUX ÉCOLAGES.....	22
6.3	COURS, CONFÉRENCES	22
6.4	TRAITEMENT DES DOSSIERS DES ÉLÈVES.....	23
6.5	ORGANISATION D'EXAMENS	23
6.6	ELABORATION ET CORRECTION D'EXAMENS	23
7	SOCIÉTÉ SIMPLE EN MATIÈRE D'ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ COMMUNE	24
8	ACQUISITION DE PRESTATIONS DE SERVICE PROVENANT DE L'ÉTRANGER.....	24
9	MODÈLES DE FACTURES ET DE CALCULS.....	25
9.1	EXEMPLE DE PRÉSENTATION DE FACTURE	25
9.2	EXEMPLE DE CALCUL DU MONTANT À REFACTURER À UN TIERS	25
9.3	FACTURES INTERNES	26
9.4	DONATIONS, CONTRIBUTIONS	26
10	PRESTATIONS ET LEURS TAUX D'IMPOSITION	26

11	ANNEXE 1 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA CONFÉDÉRATION RELATIVES À L'ACHAT DE SERVICES.....	29
12	ANNEXE 2 : RÉCUPÉRATION DE LA TVA POUR CLIENTS ETRANGERS	31

1 INTRODUCTION

1.1 Rappel des principes de bases

1.1.1.1 Mécanisme

Introduite en 1995, la Taxe sur la valeur ajoutée vise à imposer la consommation sur le territoire suisse. La TVA est collectée par les entreprises assujetties qui la reversent chaque trimestre à l'Administration fédérale des contributions (AFC) à Berne.

Dans le processus de perception, l'impôt frappe – à chaque stade de production ou de commercialisation – la valeur ajoutée par l'entreprise en permettant la mise en compte de l'impôt préalable payé auprès d'autres assujettis ou prélevé lors du passage en douane.

Ainsi dans ses décomptes, l'entreprise déclare le chiffre d'affaires entier réalisé et soumis à la taxe, duquel elle déduit la taxe payée en amont. Seule la différence est bonifiée à la Confédération.

Afin de simplifier la perception de l'impôt – notamment la lourdeur administrative liée à la mise en compte de l'impôt payé en amont – l'Administration offre la possibilité à certaines catégories de contribuables de décompter l'impôt préalable de manière forfaitaire.

Ces taux forfaitaires établis par branche d'activité sont définis par l'AFC. Ainsi pour l'établissement de ses décomptes, l'entreprise ne doit pas déterminer le montant d'impôt préalable payé, mais utilise un multiplicateur sur le chiffre d'affaires réalisé durant la période.

1.1.1.2 Taux d'impôt

Pour permettre une certaine progression de l'impôt, des taux différenciés pour certaines catégories de biens sont applicables :

	Dès 1.1.2001	Jusqu'au 31.12.2000
Taux ordinaire	7,6%	7,5%
Taux réduit (denrées alimentaires, livres, eau, médicaments, etc.)	2,4%	2,3%
Taux pour hébergement	3,6%	3,5%

1.1.1.3 Taux forfaitaires

	Dès 1.1.2001
Mandats de recherche, avec ou sans conseil	4,4%
Analyses, examens, expertises (hors recherche)	5,3%
Services généraux, informatiques et bibliothèques, frais de rappel	5,3%
Location (mobilier, installations, repro,...), cafétéria, cantine pour le personnel, photocopies	5,3%
Téléphones, livres, publications, catalogue, abonnement journaux (avec ou sans marge), photocopies	0,6%

Taxe sur la valeur ajoutée

Ventes d'énergie	5,3%
Prestations de mensuration, prestations de service en général	5,3%
Publicité, sponsoring	5,3%
Mise à disposition de personnel (autre que enseignants ou conférenciers)	5,3%

Les taux forfaitaires étaient spécifiques à l'EPFL sous le régime de l'OTVA. Dès l'introduction de la LTVA, le 1^{er} janvier 2001, de nouvelles catégories ont été appliquées à l'EPFL.

Par contre, quelle que soit la manière de décompter, les factures aussi bien établies par l'EPFL que reçues de la part de **fournisseurs**, doivent correspondre aux critères suivants (LTVA art. 37 al 1) :

- Nom et adresse de l'EPFL sous lesquelles elle est inscrite auprès de l'AFC, ainsi que son numéro de contribuable,
- Nom et adresse du client ou fournisseur (avec son numéro de TVA),
- La date ou période de la livraison ou prestation,
- Le genre, l'objet et le volume de la livraison ou prestation,
- La valeur de la facture, (montant de la TVA en CHF si la facture est en monnaie étrangère)
- Le taux et le montant de la TVA, ou mention du taux avec indication "TVA .. % comprise"

Si ces critères ne sont pas remplis sur les factures des fournisseurs, qui concernent des prestations soumises, il est possible que le taux forfaitaire soit corrigé.

1.2 Incidence pour l'EPFL

Une partie des prestations effectuées par l'Ecole est soumise à la Taxe sur la valeur ajoutée. Dès l'introduction de la TVA en Suisse, l'EPFL a été assujettie à la TVA.

Afin de simplifier l'établissement des décomptes, elle a obtenu l'autorisation de l'AFC de décompter l'impôt préalable de manière forfaitaire.

Cela signifie concrètement que lors de l'établissement d'une facture avec TVA, par exemple de Fr. 100.- + TVA Fr. 7.60, le débiteur doit Fr. 107.60. Sur ce montant, l'EPFL doit payer à l'AFC Fr. 5.70 de TVA (5,3% sur fr. 107.60). Il résulte pour l'unité qui établit la facture un crédit de fr. 101.90 sur son fonds, sans tenir compte d'un éventuel prélèvement interne.

Dans ses rapports avec ses clients ou bailleurs de fonds, il y a lieu de déterminer dans chaque cas :

1. Si la prestation est soumise au régime de la TVA ?
2. A quel taux d'impôt elle doit être facturée ?
3. Et à quel taux elle doit être décomptée avec l'AFC ? (concerne le Service Financier)

2 PROCESSUS GÉNÉRAL D'IMPOSITION

2.1 L'EPFL est-elle assujettie à la TVA ?

L'assujettissement est l'élément essentiel de l'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée. En effet, seules les contribuables – c'est-à-dire les entreprises inscrites dans le registre de l'Administration Fédérale des Contributions à Berne – peuvent décompter la TVA.

Cette inscription est signifiée par un numéro TVA qui devra figurer dans les factures établies par l'entreprise. Pour l'EPFL, le numéro de registre est le suivant :

TVA no 273.865

L'assujettissement de l'EPFL est valable pour toutes les prestations effectuées par celle-ci. Dès lors, dans tous les cas, la réponse à notre question devrait être : OUI.

2.2 Le bénéficiaire de la prestation bénéficie-t-il d'une exonération ?

En règle générale, la qualité du bénéficiaire de la prestation n'influence pas l'imposition de la prestation.

Cependant, dans une ordonnance émise par le Département fédéral des finances, le dégrèvement de la taxe sur la valeur ajoutée est accordée aux organisations internationales et aux diplomates lorsque la facture TVA comprise dépasse fr. 100.-.

Si une organisation internationale déclare ne pas être soumise à la TVA, elle doit remettre une demande de dégrèvement sur formule officielle (formule A et A/01). A cette seule condition, il est possible de ne pas soumettre la prestation à la TVA.

Une facturation à l'ETHZ ou à l'UNIL est soumise à l'impôt, en fonction de ce qui lui est facturé.

2.3 Activités dans le champ de l'impôt

Conformément à la Loi sur la TVA les opérations suivantes sont soumises à l'impôt :

- Livraisons de biens faites à titre onéreux sur le territoire suisse,
- Prestations de services fournies à titre onéreux sur le territoire suisse,
- Prestations à soi-même,
- Acquisition à titre onéreux de prestations de service en provenance de l'étranger.

2.4 Traitement des prestations de service en fonction du lieu

2.4.1 Prestations de service fournies sur territoire suisse

Une **prestation de service** est soumise à l'impôt uniquement pour des prestations fournies sur le **territoire suisse**.

La définition de territoire suisse est élargie suivant la nature des prestations.

Selon l'art 14 al. 1 LTVA, "Sous réserve des al. 2 et 3, est réputé lieu de la prestation de service l'endroit où le prestataire a le siège de son activité économique..."

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire:	5,3%
------------------------------	------	-------------------	------

2.4.2 Prestations de service fournies à un client dont le siège se trouve à l'étranger

L'art 14 al. 3 liste de manière exhaustive les **prestations immatérielles** dont la livraison a lieu à l'endroit où le destinataire a le siège de son activité économique ou un établissement stable.

- a. Cession et concession de droits immatériels et de droits analogues.
- b. Prestations dans le domaine publicitaire.
- c. Prestations de conseillers, gestionnaires de fortune, fiduciaires, bureaux d'encaissements, ingénieurs, bureaux d'études, avocats, notaires, experts-comptables, interprètes, traducteurs, de management et prestations analogues.
- d. Fourniture d'informations.

Taxe sur la valeur ajoutée

- e. Service de télécommunications.
- f. Renonciation totale ou partielle à exercer une activité industrielle ou professionnelle ou à faire valoir l'un des droits énumérés dans le présent alinéa.
- g. Location de services (mise à disposition de personnel)
- h. Opérations bancaires, financières, d'assurances et de réassurances, sauf la location de coffres-forts.

Si ces conditions sont remplies (prestations de services autres que prestations scientifiques), il ne faut pas facturer de TVA au client étranger.

Mention TVA sur la facture :	0%	Taux forfaitaire:	0%
------------------------------	----	-------------------	----

2.4.3 Prestations de service (de type scientifique) fournies à un client dont le siège se trouve à l'étranger

L'art 14 al. 2 précise le lieu de la prestation de service dans les cas suivants (**prestations matériellement localisables**) :

- a. Prestations de services en relation avec des biens immobiliers : le lieu où se trouve le bien-fonds.
- b. Transport : lieu où le trajet est effectué.
- c. Activité accessoire aux transports (chargement, déchargement, entreposage, etc.) : Le lieu où le prestataire exerce effectivement ces activités.
- d. **Prestations artistiques, scientifiques** (voir chapitre 5) , sportives, didactique, récréatives et prestations analogues : le lieu où le prestataire exerce exclusivement ou principalement ces activités.
- e. Coopération internationale au développement et aide humanitaire : le lieu auquel la prestation de services est destiné.

Prenons un exemple :

Si les prestations scientifiques sont effectuées en Suisse pour un client étranger, la TVA doit être facturée.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire:	4,4%
------------------------------	------	-------------------	------

Par contre, si les prestations scientifiques sont effectuées principalement à l'étranger, elles sont considérées comme exportées et par conséquent soumises à la TVA au taux 0 (non imposées).

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire:	0,0%
------------------------------	-------	-------------------	------

Les conditions formelles suivantes sont obligatoires :

- **Factures adressées à l'étranger**
- **Contrat ou description des services sur la facture, de manière détaillée.**

2.5 Activités hors du champ de l'impôt

La Loi sur la TVA contient une liste d'opérations dites hors du champ de l'impôt. De telles prestations n'entrent pas dans le cadre de la loi et sont par conséquent non soumises à la TVA.

Nous reproduisons ci-après un résumé de la liste figurant à l'article 18 de la LTVA :

- Prestations médicales et para-médicales,
- Assistance sociale et protection de l'enfance,
- Services culturels,
- Manifestations sportives,
- Opérations d'assurances,
- Opérations bancaires,
- Immeubles locatifs,
- Paris, loterie,
- Enseignement,

Le détail de la partie "enseignement" se trouve ci-dessous :

Art 18 LTVA, al. 11

Les opérations réalisées dans le domaine de l'éducation des enfants et des jeunes, de l'enseignement, de l'instruction, de la formation continue et du recyclage professionnel, y compris l'enseignement dispensé par des professeurs privés ou des écoles privées, ainsi que les cours, conférences et autres manifestations à caractère scientifique ou didactique; par contre, les prestations de restauration et d'hébergement fournies en relation avec ces opérations sont imposables; l'activité des conférenciers est exclue du champ de l'impôt, indépendamment du fait que les honoraires soient versés aux conférenciers ou à leurs employeurs.

Le point 3.6 de la brochure 19 indique le détail suivant :

Cours, conférences et autres manifestations à caractère scientifique ou didactique

En vertu de l'article 18 chiffre 11 LTVA, les cours, conférences et autres manifestations à caractère scientifique ou didactique sont également exclus du champ de l'impôt.

Un cours est une suite cohérente de leçons ou d'autres activités pédagogiques similaires qui permettent, par un enseignement limité dans le temps, d'acquérir des connaissances dans une ou plusieurs branches. Il n'est pas indispensable que le cours se déroule sur plusieurs jours ou plusieurs semaines, c'est-à-dire qu'il soit échelonné dans le temps. Les cours se déroulant sur une seule journée, réunissant plusieurs interventions sur le même thème, tombent également sous le coup de cet article.

Une conférence est la présentation orale d'un thème précis, souvent à caractère scientifique. La communication interactive entre le conférencier et le participant, telle qu'elle a lieu dans une leçon ou un cours, est d'une importance secondaire dans le cadre d'une conférence. Lors de cycles de conférences, chaque conférence forme en général une entité indépendante.

La notion «autres manifestations» au sens de l'article 18 chiffre 11 LTVA concerne les manifestations qui n'entrent pas dans les catégories de manifestations dans le domaine de la formation citées ci-devant, comme par exemple les symposiums, les congrès, les ateliers (workshops). Elles sont exclues du champ de l'impôt uniquement si elles ont un caractère didactique ou scientifique.

Les cours, conférences et autres manifestations ont un caractère didactique, et sont donc exclus du champ de l'impôt, lorsque des connaissances existantes sont transmises aux participants de la manifestation.

Une manifestation à caractère scientifique, et donc exclue du champ de l'impôt, existe lorsqu'elle a pour but la recherche, l'acquisition et l'interprétation de nouvelles connaissances dans un domaine précis, et ce avec un public de spécialistes.

Pour qu'une manifestation présente un caractère scientifique ou didactique, l'aspect scientifique ou didactique doit être prédominant et représenter le but poursuivi par l'organisateur proprement dit (v. chif. 4.4.1) et, le cas échéant, par l'organisateur mandaté (v. chif. 4.4.2).

Si pendant une manifestation dans le domaine de la formation, l'organisateur proprement dit fait de la publicité pour ses propres activités ou pour celles d'un tiers, les finances que le participant doit payer pour participer à la manifestation sont considérées comme une contre-prestation à une prestation de formation exclue du champ de l'impôt. Les prestations publicitaires¹⁾ fournies à titre onéreux à des tiers sont imposables (v. chif. 4.4.5).

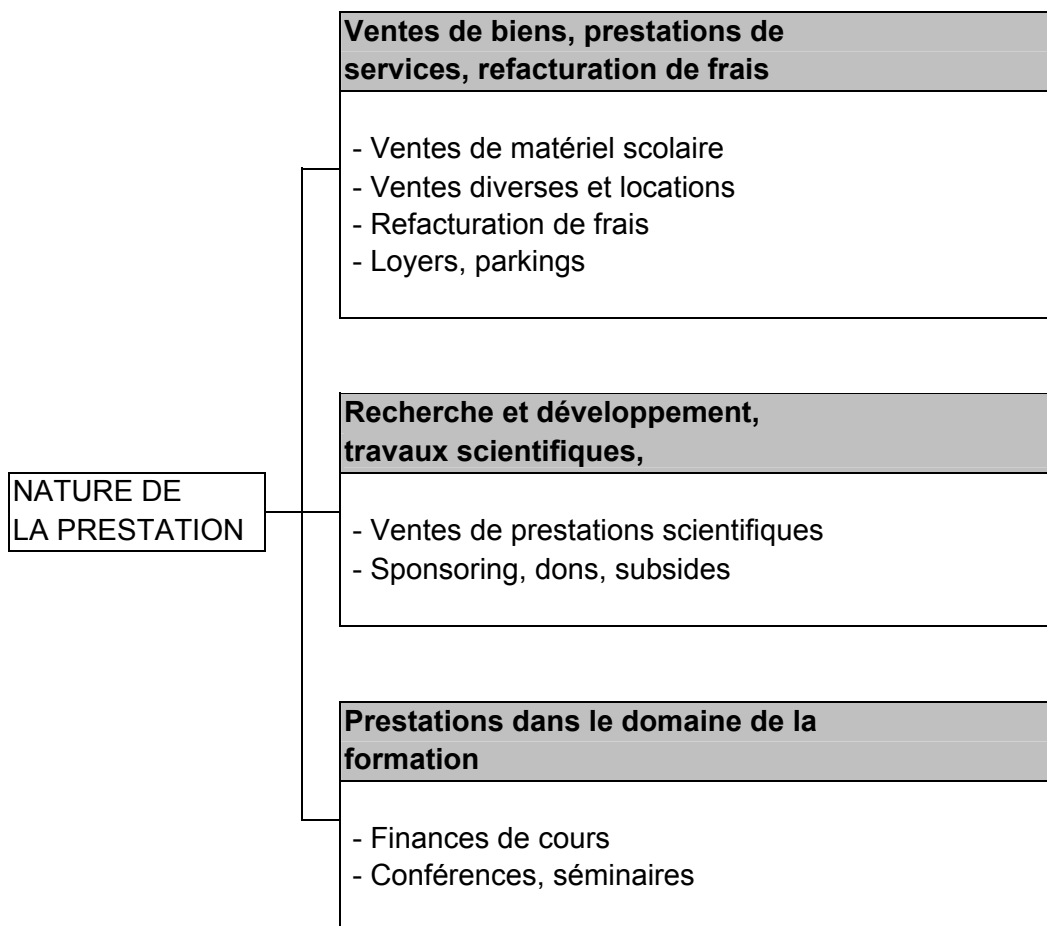
Exemples de prestations de formation exclues du champ de l'impôt:

A l'occasion de son jubilé, une fiduciaire organise une manifestation au cours de laquelle différents conférenciers externes interviennent sur des thèmes spécifiques à la branche fiduciaire (p. ex. impôts). La fiduciaire perçoit une contribution aux frais généraux auprès des participants à la manifestation. Aussi bien la contribution aux frais généraux des participants que les honoraires des conférenciers sont exclus du champ de l'impôt.

1) Vente de prestations pendant la manifestation; remise d'échantillons; affichage de publicité sur le lieu de la manifestation; exposition des produits à l'entrée de la manifestation, etc.

3 SCHÉMA GÉNÉRAL DES PRESTATIONS DE L'EPFL

Les opérations réalisées par les différents services de l'EPFL sont structurées en fonction de la nature de la prestation, selon le schéma suivant :



4 VENTE DE BIENS, PRESTATIONS DE SERVICES ET REFACTURATION DE FRAIS

4.1 Vente de livres et autres publications

Les livres scolaires ainsi que le matériel divers qui sont compris dans l'écolage ne sont pas soumis à la TVA.

Mention TVA sur la facture :	néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

La vente **séparée** de livres et supports de cours doit être imposée au taux réduit de 2,4%, avec un taux forfaitaire de 0,6%, qu'il y ait une marge ou non. (Selon note de l'AFC à l'EPFL)

Mention TVA sur la facture :	2,4%	Taux forfaitaire:	0,6%
------------------------------	-------------	-------------------	-------------

Définition du "livre" afin d'avoir un taux réduit :

Sont réputés livres selon l'article 32 OLTVA, les imprimés qui remplissent les conditions suivantes:

- a) ils ont un contenu religieux, littéraire, artistique, récréatif, éducatif, instructif,
- b) informatif, technique ou scientifique; ils ne doivent toutefois pas servir à des fins publicitaires;
- c) ils se présentent sous la forme de livres, de brochures ou d'ouvrages composés de feuilles mobiles;
- d) à l'exception des livres pour enfants, des partitions musicales imprimées et des parties d'ouvrages composés de feuilles mobiles, ils comptent au moins 16 pages.

1 Conditions requises quant à la forme pour le taux réduit

Il doit s'agir d'un imprimé revêtant la forme de livre, de brochure ou d'ouvrage composé de feuilles mobiles et comptant 16 pages au moins (pages de couverture et pages non imprimées comprises). Le contenu peut consister en textes, chiffres, images, notes de musique, etc.

- a) Pour les livres pour enfants, les partitions musicales imprimées et les parties d'ouvrages composés de feuilles mobiles (suppléments), le nombre de pages ne joue aucun rôle.
- b) Sont aussi considérées comme des imprimés les reproductions et les impressions sur papier faites à l'aide d'ordinateurs (p. ex. photocopies, impressions au laser).
- c) Les brochures agrafées doivent l'être au moins une fois dans le pli ou deux fois sur le côté.
- d) Les ouvrages composés de feuilles mobiles sont considérés comme des livres lorsqu'ils sont constitués de feuilles mobiles à classer dans une couverture munie d'un système à vis, à spirales ou à anneaux.

Le titre de l'ouvrage complet doit figurer sur la couverture.

La première édition d'un ouvrage composé de feuilles mobiles doit comporter la couverture et la première partie de l'ouvrage, qui comptent ensemble au moins 16 pages. Les feuilles doivent être classées systématiquement ou numérotées. Les suppléments à un tel ouvrage peuvent se présenter sous la forme de feuilles supplémentaires (avec ou sans couverture) ou de couvertures seules; le nombre de pages est alors sans importance. (...)

2 Conditions requises quant au contenu pour le taux réduit

L'imprimé doit présenter un contenu religieux, littéraire, artistique, récréatif, éducatif, instructif, informatif, technique ou scientifique; il ne doit toutefois pas servir à des fins publicitaires.

3 Livres imposables au taux réduit

Sont imposables au taux réduit en raison de leur contenu, pour autant qu'ils remplissent les conditions quant à la forme et qu'ils ne servent pas à des fins publicitaires, par exemple:

les oeuvres littéraires, bibliographies, monographies, livres scolaires, encyclopédies, dictionnaires, volumes reproduisant des photographies, atlas, catalogues de musées, d'expositions artistiques ou catalogues du même genre, pour autant que les oeuvres présentées ne soient pas offertes à la vente dans l'imprimé, dissertations, livres liturgiques, livres d'enseignement musical, livres de chant, partitions;

- les publications que les pouvoirs publics tels que la Confédération, les cantons et les communes ou les organisations internationales, adressent à la collectivité pour l'informer ou lui permettre de se prononcer, par exemple les messages, procès-verbaux de débats, textes de lois, projets soumis à votation, rapports annuels, comptes et budgets annuels, devis et comptes de clôture, informations destinées aux nouveaux habitants, instructions pour déclarations d'impôt, publications éditées pour fêter un événement;

Taxe sur la valeur ajoutée

- les ouvrages spécialisés tels que manuels informatiques, livres de photographie ou de cuisine, instructions de tricotage, de peinture ou de modélisme, pour autant que l'imprimé ne vante pas clairement une activité commerciale de l'éditeur ou d'un tiers qu'il couvre (art. 34 OLTVA);
- les modes d'emploi, instructions de montage et de mise en service;
- les manuels d'enseignement et cahiers d'études par exemple pour l'enseignement à distance, des cours et des séminaires, même s'ils contiennent des espaces libres à remplir; les recueils d'exercices s'y rapportant sont traités de la même manière;
- les programmes des études édités par des établissements d'enseignement;
- les calendriers et almanachs se présentant sous la forme de livre, par exemple le «Messenger Boiteux», le calendrier «Pestalozzi» ou l'«Almanach de la Croix-Rouge»;
- les statuts, règlements et instructions;
- les rapports annuels ou d'activité, rapports de séminaires ou de congrès, ainsi que les publications éditées à l'occasion d'une commémoration ou d'un jubilé;
- les catalogues et programmes de foires, d'expositions et de manifestations (v. chif. 6.4, 3 e tiret);
- les guides de camping, de voyages et guides gastronomiques;
- les directives pour l'estimation de la valeur de biens, par exemple les catalogues de timbres-poste et de monnaies, les tarifs Eurotax ainsi que les listes de cotations de papiers-valeurs;
- les imprimés servant de base de calcul à des associations ainsi que les recueils de normes;
- les recueils et répertoires tels que répertoires d'entreprises ou de branches, livres d'adresses, annuaires téléphoniques, Répertoire des arrêts du Tribunal fédéral, catalogues des bibliothèques, horaires et indicateurs.

Si les livres ne remplissent pas les conditions mentionnées ci-dessus, c'est le taux normal qui est applicable, soit

Mention TVA sur la facture :

7,6%

Taux forfaitaire:

5,3%

4 Livres imposables au taux normal

Sont imposables au taux normal en raison de leur contenu ou de leur forme, à l'exception des livres pour enfants, des partitions musicales imprimées et des suppléments à des ouvrages composés de feuilles mobiles, par exemple:

- a) les albums de photographies, de timbres-poste et autres albums analogues, avec ou sans impression;
- b) les imprimés qui servent principalement à recevoir des inscriptions et qui, lorsqu'ils ont été utilisés une fois deviennent inutilisables, comme les registres et cahiers, livres de comptes, brochures de mots croisés, agendas;
- c) les catalogues et listes de prix au moyen desquels les entreprises commerciales vantent clairement leurs prestations, par exemple catalogues de marchandises des grands magasins, catalogues de ventes aux enchères, prospectus de l'industrie des vacances, du voyage et de la gastronomie et programmes de cours;
- d) les livres d'échantillons;
- e) les feuilles imprimées et les couvertures vides;
- f) les manuscrits, même s'ils se composent d'au moins 16 pages (p. ex. ouvrages datant d'avant l'époque de Gutenberg);
- g) les imprimés qui se présentent sous forme de dépliant (en zigzag ou en accordéon) ou de fichier;
- h) les calendriers muraux, calendriers à feuilles détachables et calendriers-blocs;
- i) les cartes géographiques, plans de ville, etc.;
- j) les produits auxiliaires employés dans l'imprimerie, par exemple photolithos, clichés.

4.2 Vente de matériel scolaire

Le matériel vendu séparément doit être imposé au taux de 7,6% pour les autres prestations (photocopies, matériel de bureau, etc.).

Si ce matériel est refacturé aux étudiants au même montant que le prix d'acquisition, l'Administration admet qu'il n'y ait pas d'imposition. Pour cela, aucune marge ne doit être prélevée et la livraison ne doit pas représenter une part du prix de revient d'une prestation effectuée par l'EPFL.

Mention TVA sur la facture : Matériel scolaire	7,6%	Taux forfaitaire	5,3%
Mention TVA sur la facture : Livres	2,4%	Taux forfaitaire	0,6%

4.3 Vente de biens, locations et prestations de services divers

4.3.1 Location de biens

La location de biens est considérée au sens de la TVA comme une livraison. Dès lors, la contre-prestation encaissée en cas de location doit être imposée.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

4.3.2 Vente de déchets, vente de biens d'occasion ayant servis comme moyen d'exploitation.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Le taux forfaitaire pourrait être de 4.4% dans le cas de vente de bien d'occasion d'exploitation acquis dans le cadre d'un mandat de recherche

Dans le cas rare de vente d'un bien ayant servi uniquement dans le cadre d'une prestation exclue du champ de l'impôt, soit la formation, ce bien n'est pas soumis. (Pas de facturation de TVA sur la facture). Dans le doute, il faut facturer la TVA.

4.3.3 Prestations de services diverses

Dans cette rubrique ne doivent pas être englobées les prestations en relation avec la recherche et développement, mais uniquement les prestations de services diverses telles que :

- Refacturation de salaires (mise à disposition de personnel avec ou sans marge),
- Réparation et entretien facturés à des tiers,
- Centre de calcul,
- Produits IT,
- Etc.

Ces prestations sont soumises à la TVA au taux ordinaire (7.6%).

Le fait de refacturer celles-ci au prix coûtant, ou de ne pas établir de facture, n'évite pas que ces montants soient soumis.

Les prestations servant au mandant à trouver la solution à des problèmes techniques, économiques ou juridiques concrets, ou qui constitue pour la mandant un outil de travail l'aidant à une prise de décisions dans le cadre de son activité commerciale, sont réputées être des prestations de conseil, donc imposables.

Si le résultat des prestations de conseil comprend aussi bien des rapports et des plans que des biens, les prestations sont imposables, même si l'envoi se fait à l'étranger, mais uniquement si le siège social ou le domicile du destinataire se trouve en Suisse.

Les prestations suivantes sont soumises au taux forfaitaire de 5,3%

- Analyses/examens,
- Frais de rappel pour le service bibliothèque,
- Services généraux /informatique
- Prestations de mensuration,
- Prestations de service en général,
- Publicité, sponsoring,
- Mise à disposition de personnel

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Pour la mise à disposition de personnel, une exception est présente lorsqu'une collectivité publique met à disposition d'une autre collectivité publique un professeur pour l'enseignement. Il en va de même pour les enseignants ou conférenciers, dont les prestations sont exclues du champ de l'impôt.

Le financement de salaires (Société d'Aide à l'EPFL SAL) n'est pas soumis si, et seulement si, il ne s'agit pas d'une prestation. Il est important de voir chaque convention.

4.3.4 Frais de retard bibliothèque

Les frais de **retard** pour la **bibliothèque** par exemple, ne sont pas soumis à la TVA.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

4.4 Délimitation entre prestations de conseil et formation

Les conseils sont des prestations de services imposables contrairement à la formation exclue du champ de l'impôt. La distinction entre ces deux activités peut parfois prêter à confusion. L'AFC a défini clairement les conditions de délimitation entre elles.

4.4.1 Formation spécifique

Ainsi, la formation spécifique à une entreprise qui consiste en une instruction interne destinée aux employés est réputée prestation de conseil – et donc soumise à la TVA – lorsque les trois conditions ci-après sont remplies :

1. La prestation est spécifique au mandat (implique que les besoins du mandant dans la situation précise soient déterminés),
2. La prestation est spécifique aux participants (conditions de participation fixées par le mandant),
3. La prestation est spécifique à la branche (connaissances spéciales utilisables avant tout chez ou par le mandant).

4.4.2 Pures prestations de conseil

Pour les conseils de gestion, juridiques, l'orientation professionnelle, etc., l'AFC considère que le but premier n'est pas la transmission du savoir et doit dès lors être imposable.

Les contrats mixtes qui contiennent non seulement des prestations d'enseignement, mais aussi des prestations de conseils (par expl. La conduite d'une entreprise dans une certification ISO), doivent être traités fiscalement sous l'angle de la prépondérance de la prestation.

Si le but poursuivi par les parties au contrat est essentiellement le conseil, les éventuelles prestations dans le domaine de l'enseignement se placent en second plan et la totalité de la contre-prestation est imposable.

Dans le cas contraire où le but est essentiellement de la formation, toute la contre-prestation est exclue du champ de l'impôt.

4.4.3 Schéma de décision

Le schéma ci-dessous permet de déterminer l'imposition ou non de la prestation :

PRESTATION MIXTE :	Formation spécifique à l'entreprise	
	<ul style="list-style-type: none"> La prestation est spécifique au mandant. La prestation est spécifique aux participants. La prestation est spécifique à la branche. Les trois conditions sont-elles remplies cumulativement ?	
	<i>oui</i>	Prestation de conseil
	<i>non</i>	imposable
	Pure prestation de conseil	
	La prestation <ul style="list-style-type: none"> Est adaptée de manière individuelle au mandant, Requiert une analyse de la situation, Requiert l'élaboration de solutions aux problèmes, Comprend la résolution de problèmes concrets. Au moins une condition est remplie ?	
	<i>oui</i>	Prestation de conseil
	<i>non</i>	imposable
	Prestation de Formation / enseignement	
	non imposable	

Pour les prestations imposables :

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Pour les prestations non imposables :

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

4.5 Refacturation de frais

Sous cette rubrique s'entendent les refacturations de frais sans qu'aucune marge ne soit réalisée. Les salaires et charges sociales ne sont pas des frais (voir chapitre 4.3.3). Sont considérés comme frais uniquement les factures des fournisseurs.

Critères permettant la refacturation sans TVA :

1. Aucune marge n'est prélevée, donc aucun bénéfice réalisé, soit comptabilisation dans un compte de passage (bilan).
2. La livraison ne doit pas représenter une part du prix de revient d'une prestation effectuée par l'EPFL.
3. Les factures des frais refacturés doivent être adressées au nom du client final. Si des tickets de caisse et autres quittances inférieures à fr. 200.- sont admis sans être adressés au client.

Ces critères ne sont pas applicables pour l'EPFL. La refacturation de frais se fait donc toujours avec TVA.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Exemple : La refacturation de frais de brevet (prestations immatérielles) à un client suisse est imposée

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Il est recommandé d'ajouter 7,6% de TVA à la charge de l'EPFL, soit coût + TVA du fournisseur. Ainsi la charge de l'EPFL sera entièrement couverte par le remboursement.

Par contre, cette même refacturation de frais à un client étranger est réputée fournie à l'étranger et par conséquent pas soumise à la TVA (voir chapitre 2.4.2).

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

Pour les exemples de calcul, voir chapitre 8.2.

4.6 Loyer, parkings

4.6.1 Loyers

La location de chambres et d'appartement est exclue du champ de l'impôt.

Il en est de même pour le loyer de surfaces commerciales, comme le restaurant par exemple.

Mention TVA sur la facture :	néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

Les locations de courte durée, mise à disposition de salle, avec ou sans dispositifs ou machines fixés à demeure sont également hors du champ.

Mention TVA sur la facture :	néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

Par contre, si des dispositifs ou machines sont loués sans la salle, cette prestation est imposable.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

4.6.2 Parking

Les contre-prestations provenant de la location aux employés et à des tiers de places de parc appartenant à des écoles, des universités, des instituts de recherche, etc. sont imposables au taux normal, indépendamment de la durée de la mise à disposition et du moyen de perception de la taxe de stationnement (horodateurs, automates à tickets ou cartes de parage).

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

5 PRESTATIONS SCIENTIFIQUES (EN LIEN AVEC ART. 14, AL. 2 LTVA ET CHAPITRE 2.4.3) /RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Ces prestations regroupent à la fois les prestations d'analyse et d'expertise ainsi que les prestations dans le domaine de la recherche et du développement, qui englobent elles toutes sortes d'activité comme la recherche fondamentale, la recherche appliquée, recherche universitaire ou réalisée en entreprise, recherche sectorielle.

5.1 Prestations d'analyse et d'expertise

L'analyse est l'étude systématique d'un objet ou d'un état de choses par rapport à tous les composants ou facteurs particuliers qui le détermine. S'il n'y a pas d'apport de quelque chose de nouveau du point de vue intellectuel et créateur, il faut considérer la prestation comme étant une analyse. Dans ce cas-là, il s'agit d'une prestation de service et donc imposable pour les clients suisses et étrangers si la prestation a eu lieu en Suisse.

Exemples : analyse d'eau, essai de matériaux sur site,...

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire : dans le cadre d'une recherche	4,4%
		prestation non liée à la recherche	ou 5.3%

Toutefois, les analyses concernant la médecine humaine sont exclues du champ de l'impôt, et par conséquent non imposables.

Brochure n° 19

Définition des prestations d'analyse

Il faut distinguer les prestations d'analyse des prestations de recherche. L'analyse est l'étude systématique d'un objet ou d'un état de choses par rapport à tous les composants ou facteurs particuliers qui le déterminent. L'objet du mandat d'analyse est par conséquent la classification, l'évaluation et l'expertise d'un bien ou d'un état de choses en vue de consigner les résultats correspondants dans un compte rendu ou un rapport d'expertise, sans pour autant apporter quelque chose de nouveau du point de vue intellectuel et créateur (p. ex. estimation de la valeur de timbres-poste, d'antiquités ou d'immeubles, analyse des résultats d'un vote, analyse chimio-biologique de l'eau de mer, analyse de matériaux par le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux ou par des laboratoires privés). Concernant les prestations des laboratoires médicaux, voir chif. 5.1.2.

Traitement fiscal des prestations d'analyse

Les prestations d'analyse sont des prestations de services soumises à l'impôt au taux normal, avec droit à la déduction de l'impôt préalable grevant les charges qui s'y rapportent.

Le lieu de la prestation de services est, pour les prestations d'analyse, l'endroit où le prestataire a le siège de son activité économique ou un établissement stable à partir duquel la prestation de services est fournie (art. 14 al. 1 LTVA). Par conséquent, les prestations d'analyse fournies par des entreprises suisses sont soumises à l'impôt, quand bien même elles sont exécutées pour des mandants ayant leur siège ou leur domicile à l'étranger.

5.2 Prestations de recherche

5.2.1 Délimitation entre prestations de conseil et recherche

La brochure n° 19 Formation et recherche définit la distinction suivante :

- Prestations de conseil scientifique : les prestations servant au mandant à trouver la solution à des problèmes techniques, économiques ou juridiques concrets, ou qui constituent pour le mandant un outil de travail l'aidant à une prise de décisions dans le cadre de son activité commerciale (p. ex. expertises), sont réputées être des prestations de conseil.
 - Exemple : Un contrat passé entre l'EPFL et un client mentionne l'objectif suivant : L'objectif des travaux décrits dans ce contrat est de **développer des modèles d'aide à la décision** qui devra permettre d'établir des stratégies de gestion minimisant les risques et les coûts liés à l'exploitation d'un système technique.
- Si ces conditions ne sont pas remplies, c'est-à-dire que la prestation de services ne vise pas à conseiller le mandant, il s'agit alors d'une prestation de recherche.

5.2.2 Prestations de conseil

Selon chapitre 2.4.2 ci-dessus, les prestations de conseil sont :

- Soumises pour un client suisse

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	4,4%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

- Non soumises pour un client étranger

Mention TVA sur la facture :	néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

5.2.3 Prestations de recherche

La recherche est définie comme une activité permettant l'acquisition mais aussi la mise en valeur intellectuelle et créative de nouvelles connaissances dans un domaine déterminé.

5.2.4 Propriété des droits de la recherche

La question de la propriété des droits liés à la recherche est fondamentale pour la détermination du régime fiscal de la prestation.

Les règles de base relatives à la détermination de l'imposition sont les suivantes :

Propriété	Imposition
Le bailleur de fonds a les droits exclusifs sur les résultats *	Oui
L'EPFL a les droits exclusifs sur les résultats de la recherche	Non
Les droits sur les résultats de la recherche sont partagés sans restriction	Non
Les droits sur les résultats de la recherche sont répartis spécifiquement	Oui

* même limité dans le temps, p.ex. possibilité de les protéger pendant les 3 mois suivant la découverte.

Pour les travaux de recherche soumis donc:

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	4,4%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Taxe sur la valeur ajoutée

Les travaux de recherche fournis sur territoire suisse à titre onéreux sont également soumis, que le résultat de la prestation puisse être utilisé ou non par le client, respectivement qu'ils soient livrés à un client suisse ou étranger (art. 14 al.2 LTVA, voir 2.4.3).

Les travaux de recherche effectués par l'EPFL, même s'ils concernent la médecine humaine pour le compte d'un tiers, sont imposables.

Les recettes provenant de brevets et licences sont également soumises à l'impôt.

Mention TVA sur la facture :

7,6%

Taux forfaitaire :

5,3%

5.3 Contributions de soutien à la recherche scientifique et au développement

5.3.1 Contributions des pouvoirs publics

En règle générale, la Loi prévoit une exonération des subventions et contributions des pouvoirs publics. (LTVA 33 b et c, OLTVA 8, brochure 19 chiffre 7.3.1.2).

Sont ainsi considérées comme subventions ou autres contributions des pouvoirs publics :

- Subventions en vertu de la loi sur la participation aux hautes écoles,
- Contributions du Fonds National, Pro Helvetia,
- Contributions de la Commission pour Technologie et Innovation (CTI), sauf dans les cas de partenariat ;
- Fonds de droit public.

Ainsi, les montants alloués à l'EPFL pour la recherche scientifique et le développement ne sont pas imposables, pour autant que l'école n'agisse pas pour les besoins de celui qui verse la contribution, c'est-à-dire **que celui qui verse la contribution n'a pas un droit exclusif sur les résultats de la recherche**. Les montants servant à soutenir une activité, l'encourager ou favoriser son maintien, destinés uniquement à diminuer ou compenser des charges financières de tâches de droit public ne sont pas soumis à la TVA.

Par extension, les contributions des pouvoirs publics étrangers ainsi que toute contribution sans droit exclusif aux résultats des recherches provenant d'entreprises et de fondations privées (pt 5.3 brochure n°19) suisse ou étrangères, ne sont pas imposables non plus.

Pour que les contributions des offices fédéraux (OFEN, OFROU, etc.) ne soient pas imposables, il faut impérativement que le contrat mentionne l'abandon du pt 5.1 des conditions générales de la Confédération relative à l'achat de services (annexées).

Contributions de soutien à la recherche scientifique et au développement

Ne font pas partie de la contre-prestation les contributions à la recherche scientifique et au développement qui sont notamment allouées aux Hautes Ecoles ou à des institutions de recherche analogues, pour autant que le bénéficiaire n'agisse pas sur mandat et pour les besoins de celui qui verse la contribution, c'est-à-dire lorsque **celui qui verse la contribution n'a pas de droit exclusif sur les résultats de la recherche**.

La mention nominative de celui qui verse la contribution dans des communications relatives à la recherche ou au développement en cause ne constitue pas une contre-prestation. D'autres informations concernant les subventions et autres contributions des pouvoirs publics figurent sous ch. 407 à 411 et dans la notice «Subventions et autres contributions des pouvoirs publics».

Exemples:

- a) *L'institut d'une Haute Ecole Spécialisée étudie les effets que provoquerait l'introduction du loup et du lynx dans les Alpes. L'office fédéral compétent participe financièrement à ces travaux de recherche. La seule condition posée par l'office fédéral est d'avoir le droit de publier en premier les résultats de la recherche. Les montants versés par l'office fédéral à la Haute Ecole Spécialisée ne sont pas soumis à la TVA chez cette dernière.*
- b) *L'office fédéral compétent veut promouvoir l'utilisation des énergies de substitution. Il met au concours un projet de recherche à ce sujet. La seule condition posée par l'office fédéral est qu'un rapport de recherche et un compte rendu lui soient remis. Un droit exclusif aux résultats de la recherche ne lui est cependant pas octroyé. Parmi plusieurs soumissions, c'est celle d'une entreprise d'ingénieurs qui est choisie et qui obtient l'adjudication des travaux de recherche. Les montants versés par l'office fédéral à l'entreprise d'ingénieurs ne sont pas soumis à la TVA chez cette dernière.*
- c) *Une entreprise industrielle participe, pour un montant déterminé, aux recherches d'un institut de recherche privé sur de nouveaux moyens de propulsion de voitures de tourisme. L'entreprise industrielle exige seulement d'être informée au fur et à mesure sur les travaux de recherche, mais n'obtient pas de droit exclusif sur les résultats des recherches. Le montant versé par l'entreprise industrielle à l'institut de recherche privé n'est pas soumis à la TVA chez ce dernier.*
- d) *Une autorité cantonale et une entreprise pharmaceutique contribuent au projet de recherche d'une université portant sur la prévention des toxicomanies. Ils posent comme condition d'être simplement informés du résultat des recherches et d'être mentionnés dans le rapport de recherche en tant que bailleurs de fonds. Les montants que l'autorité cantonale et l'entreprise pharmaceutique versent à l'université ne sont pas soumis à la TVA chez cette dernière.*

Par contre, dans le cas où les bailleurs de fonds cités dans les exemples a à d se réservent totalement ou partiellement le droit exclusif, limité ou non dans le temps, sur les résultats de la recherche, leurs versements sont soumis à la TVA chez le fournisseur de la prestation.

5.3.2 Confédération

Les versements de la Confédération, appelés communément "budget", ne sont pas imposables.

Taux forfaitaire :	0,0%
--------------------	-------------

5.3.3 Fonds National suisse (FN)

Les versements du FN aux **chercheurs** ne sont pas imposables, pour autant que le bailleur n'ait aucun droit exclusif sur les résultats de la recherche.

Taux forfaitaire :	0,0%
--------------------	-------------

Il n'est en principe pas établi de facture.

Lorsque la demande de contribution de soutien à la recherche scientifique mentionne le requérant principal, les co-requérants ainsi que les parts de la contribution qui leur sont attribuées, mais que le montant total de la contribution est versé au requérant principal, les parts que ce dernier reverse aux co-requérants ne sont pas soumises à l'impôt si le requérant principal transfère exactement les montants fixés dans la demande de contribution.

Les mandats donnés par le FN pour ses propres besoins sont toujours soumis à l'impôt.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3% ou 4.4%
------------------------------	-------------	--------------------	-----------------------------

Taxe sur la valeur ajoutée

Taux forfaitaire défini en fonction du type de mandat (4.4% pour les mandats de recherche, 5.3% pour les analyses, et autres mandats)

5.3.4 Commission pour la technologie et l'innovation (CTI)

Les montants versés par la CTI ne sont pas imposables, pour autant que le bailleur n'ait aucun droit exclusif sur les résultats de la recherche.

Taux forfaitaire :	0,0%
--------------------	-------------

Il n'est en principe pas établi de facture.

Les mandats donnés par la CTI pour ses propres besoins sont toujours soumis à l'impôt.

5.4 Mandats de sous-traitance dans le domaine de la recherche

Si, dans le cadre de l'exécution d'un mandat de recherche, un mandat de sous-traitance est donné à l'EPFL, celle-ci fournit alors dans tous les cas une prestation imposable.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	4,4%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

5.5 Dons, legs, contributions de tiers

Les versements accordés indépendamment d'une contrepartie déterminée ne constituent pas une contre-prestation, et ne sont donc pas imposables.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

Une facture n'est pas obligatoire, il s'agit la plupart du temps d'un versement volontaire, voire éventuellement d'une lettre qui rappelle la promesse d'un don. Attention toutefois à ne pas confondre avec la notion de sponsoring.

5.6 Sponsoring

Il y a notion de sponsoring lorsque le destinataire fournit une prestation publicitaire ou toute prestation visant à promouvoir l'image du sponsor, donateur ou autre quelque soit le terme utilisé. S'il est simplement fait mention du nom du donateur dans des comptes rendus et/ou rapports de recherche, ce n'est pas considéré comme sponsoring, donc non soumis.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

Par contre, si le logo d'une marque, d'une société,... se trouve sur ces rapports ou toute autre publication, la contre-valeur de cette prestation est soumise.

Sont également soumises les autres publications qui mentionnent les sponsors ou leur nom avec mention de relations commerciales.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Dans ce cas-là, il est préférable de facturer séparément la part de donation qui concerne cette prestation. Au besoin, estimer quel montant pourrait être facturé pour une telle prestation.

6 PRESTATIONS DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION

En vertu de l'article 18 chiffre 11 LTVA, les opérations réalisées dans le domaine de la formation sont exclues du champ de l'impôt.

Entrent dans ce secteur les prestations suivantes :

- Enseignement, instruction, formation continue, recyclage professionnel,
- Cours, conférences, séminaires et autres manifestations à caractère scientifique ou didactique, stages, orientation professionnelle,
- Traitement des dossiers des élèves,
- Examens.

6.1 Enseignement, instruction

Les taxes d'inscriptions, taxes semestrielles, taxes de cours et d'admission sont exclues du champ de l'impôt.

Les opérations consistant à faire passer des examens (taxes d'examens) ou à en assurer la surveillance valent également opérations du domaine de la formation et sont de ce fait exclues du champ de l'impôt.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

6.2 Frais annexes aux écolages

Les livres ou tout autre matériaux scolaire compris dans les finances et taxes d'inscription ne sont pas soumis à la TVA.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

Par contre, les livres vendus séparément le sont au taux d'impôt réduit. Il en va de même pour tout autre matériel vendu aux élèves.

Pour le taux et l'imposition TVA, il y a lieu de se reporter au chapitre ci-avant concernant la vente de biens.

6.3 Cours, conférences

Les cours, conférences ou autres manifestations à caractère scientifique ou didactique sont exclues du champ de l'impôt.

La notion « autres manifestations » concerne par exemple les symposiums, congrès, les ateliers (workshop). Elles sont exclues du champ de l'impôt uniquement si elles ont un caractère didactique ou scientifique.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

6.3.1 Prestations des conférenciers

Contrairement à la pratique antérieure au 1^{er} janvier 2001, ces prestations sont exclues du champ de l'impôt, indépendamment du fait que leurs honoraires soient versés aux conférenciers ou à l'EPFL.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

6.3.2 Mise à disposition de personnel non enseignant

Par contre, la refacturation de personnel non enseignant – si par exemple un secrétariat travaille pour l'établissement d'un support de cours et facture des heures et du matériel – est soumise à la TVA s'agissant de mise à disposition de personnel.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

6.3.3 Frais annexes aux séminaires

Lorsque des frais d'hébergement ou de repas sont facturés en même temps qu'un séminaire ou une autre manifestation, ceux-ci sont imposables dans tous les cas, indépendamment du fait qu'ils soient facturés séparément ou compris dans un forfait.

Ainsi, ces prestations doivent être indiquées séparément dans la facture et soumises à TVA (uniquement la part des frais de repas et d'hébergement).

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

Attention : S'il est fait mention sur la facture « TVA 7,6% incluse », le montant total de la prestation y compris la finance d'inscription est imposable.

Le matériel didactique et les fournitures sont considérés comme prestations accessoires et par là non soumis à l'impôt pour autant qu'ils soient compris dans la finance d'inscription.

Selon chiffre 3.11.2.2 de la brochure 19, la mention séparée des frais d'hébergement et repas est obligatoire si ceux-ci dépassent le 10% de la valeur totale de la facture.

6.4 Traitement des dossiers des élèves

Les finances d'inscription et d'immatriculation sont exclues du champ de l'impôt. Si un élève annule son inscription et que sa finance ne lui est pas remboursée, celle-ci est considérée comme une indemnité de dommages-intérêts, exclue du champs de l'impôt.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

6.5 Organisation d'examens

La commission d'examen qui organise et fait passer elle-même des examens reconnus sur le plan fédéral et/ou cantonal pour lequel elle est compétente n'est pas assujettie pour cette activité, car elle fournit une prestation relevant de la puissance publique.

Mention TVA sur la facture :	Néant	Taux forfaitaire :	0,0%
------------------------------	--------------	--------------------	-------------

6.6 Elaboration et correction d'examens

Si ces travaux sont facturés, ils sont toujours considérés comme des prestations de services, imposables. Le lieu de la prestation de service est l'endroit où celui qui reçoit la prestation a son siège social. Si le siège social se trouve à l'étranger, ne pas facturer de TVA, ni la décompter.

Mention TVA sur la facture :	7,6%	Taux forfaitaire :	5,3%
------------------------------	-------------	--------------------	-------------

7 SOCIETE SIMPLE EN MATIERE D'ACQUISITION DE LA PROPRIETE COMMUNE

Quand l'EPFL se met ensemble avec d'autres universités ou sociétés dans le but d'acquérir et d'exploiter en commun un objet, par exemple un spectromètre, il existe une société simple en matière d'acquisition de la propriété commune.

Dans le cas d'une acquisition par un des partenaires, par exemple l'EPFL, et d'une refacturation des parts aux autres partenaires, la somme refacturée (TVA du fournisseur incluse) n'est pas soumise à la TVA, à condition que les principes suivants sont respectés:

- la facture du fournisseur, à défaut d'une possibilité d'indiquer tous les copropriétaires dans l'adresse, doit mentionner les parties acquéreuses
- une copie de cette facture est à joindre au document adressé aux autres parties avec la répartition de la part de copropriété revenant à chacun
- ces deux documents indissociables indiqueront de manière claire et précise le droit à la déduction de l'impôt préalable de chacun des copropriétaires.
- comptablement, la facture adressée à l'EPFL pour le compte des parties cocontractantes est à comptabiliser dans un compte de bilan de passage qui enregistrera les parts de copropriété versées
- la quote-part de l'EPFL sera virée dans un compte d'actifs immobilisés en copropriété

8 ACQUISITION DE PRESTATIONS DE SERVICE PROVENANT DE L'ÉTRANGER

Les acquisitions à titre onéreux de prestations de service d'entreprise provenant de l'étranger sont soumises à la TVA au taux normal. Cela signifie que si un prestataire de service dont le siège se trouve à l'étranger et qu'il ne facture pas la TVA à l'EPFL, l'école doit la déclarer spontanément et la payer, soit 7,6% directement à l'AFC. Cette TVA n'est pas récupérable, car l'EPFL utilise le taux fixe net dans les décomptes. Ceci revient à garder les entreprises suisses à un tarif concurrentiel, car celles-ci auraient dû facturer la TVA.

Il en résulte pour l'unité une charge supplémentaire à prélever sur le fonds concerné par la prestation de service.

9 MODÈLES DE FACTURES ET DE CALCULS

9.1 Exemple de présentation de facture

Ecole Polytechnique Fédérale Lausanne VPPL 1015 Lausanne	
Contribuable no 273865	Société A l'att. de M/Mme Z 1000 Lausanne
Lausanne, le 15 janvier 2002	
FACTURE no 123456	
Licence pour brevet XY pour la période du 01.01.02 au 31.12.02	
TVA 7.6%	fr. 120'000.- <u>fr. 9'120.-</u> fr. 129'120.-
Montant payable dans les 30 jours,...	

Le service financier émet le papier facture à en-tête, qu'il convient d'utiliser, afin de présenter une uniformité dans l'établissement des factures. Cela permet ainsi d'utiliser les bulletins de versement bleus, dans le but de disposer une affectation automatique et correcte des versements des clients de l'EPFL.

Dans la comptabilité, le montant se trouvant dans le fonds concerné sera de fr. 122'276.60 (s'il n'y a pas de prélèvement), soit fr. 129'120 multiplié par 5,3% = Fr. 6'843,35 à payer à l'AFC.

9.2 Exemple de calcul du montant à refacturer à un tiers

Une étude est commandée par un service informatique se trouvant en France voisine, entreprise qui facture à l'EPFL un montant de fr. 10'000.-, sans TVA car cette entreprise n'est pas contribuable TVA en Suisse. Cette étude doit être refacturée dans le cadre d'un mandat tiers, sans marge.

Toutes les prestations de service provenant de l'étranger doivent être imposées par la société qui les utilise, au taux normal.

Taxe sur la valeur ajoutée

Ceci signifie que le Service financier doit verser, en plus des fr. 10'000.- au fournisseur, un montant de fr. 760.- à l'AFC. Si l'école veut facturer la charge totale auprès du mandat tiers, elle doit faire un calcul complexe, afin de tenir compte du double calcul de TVA.

Facture provenant de l'étranger	10'000.00
TVA à payer à l'AFC	760.00
Coût total	10'760.00
Montant total à refacturer (TTC)	11'362.20 = 10'760 * 100 / (100 - 5.3)
TVA déduite du fonds lors de la refacturation	-602.20 = 11'362.20 * 5.3%
	10'760.00
Montant hors TVA pour le client	10'559.65 = 11'362.20 / 1.076
TVA 7.6%	802.55 = 10'559.65 * 7.6%
Montant total de la facture	11'362.20

Dans la mesure du possible, il serait plus simple, soit de :

- Faire adresser la facture du fournisseur étranger directement auprès du client, qui la paiera directement,
- Garder une petite marge en facturant le montant à charge de l'EPFL plus TVA, c-à-d coût total de 10'760.00 + 7.6% TVA = Montant total à facturer au client 11'577.75 .

9.3 Factures internes

Les factures entre unités de l'EPFL ne doivent pas être comptabilisées dans un compte de chiffre d'affaires. **Aucune** mention de TVA ne doit figurer sur ces factures.

9.4 Donations, contributions

Même si l'EPFL établit une facture pour une demande de dons, il ne faut pas faire de mention de TVA, pour autant que la donation ou contribution soit à fond perdu pour le donateur et qu'il n'ai pas la possession d'une quelconque recherche.

10 PRESTATIONS ET LEURS TAUX D'IMPOSITION

Définitions : Taux d'imposition sur le chiffre d'affaires = taux devant figurer sur les factures

Taux forfaitaire = TVA qui est livrée à l'AFC

Activité et genre de recettes		Taux d'imposition en %	Taux forfaitaire en %

Ce n'est que la lecture du contrat qui permette d'indiquer sûrement les taux TVA. Les valeurs ci-après sont donc données à titre d'indications pour les cas généraux.

ENSEIGNEMENT

Vente de livres, publications, catalogues, abonnements de journaux	1)	2.4	0.6
Photocopies (y compris cartes)		7.6	0.6
Frais de rappel (bibliothèque)		aucune mention	0.0
Vente de matériel à des instituts de l'EPFL (interne)		aucune	0

Taxe sur la valeur ajoutée

		mention	
Vente de matériel à des étudiants (avec marge)		7.6	5,3
Cotisation de membre d'associations		0	0
Ecolage		0	0
Séminaires, cours, conférences	2)	0	0
Enseignement, formation, formation continue		0	0
Traitement des dossiers des élèves		0	0
Elaboration et correction d'examens facturés		7.6	5.3
Participation aux coûts d'expédition	3)	7.6/2.4/0	5,3/0/0

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

(= Prestations scientifiques)

Sources de financement :

Collectivités publiques (confédération, cantons, communes, union européenne)

Subventions, contributions, participations		0	0
Mandats de recherche avec conseils et droit exclusif sur résultats à destinataire en Suisse		7.6	4.4
Mandats de recherche avec conseils et droit exclusif sur résultats à destinataire étranger		exonérés	exonérés
Mandats de recherche fondamentale = prestations scientifiques et droit exclusif sur résultats à destinataire en Suisse		7.6	4.4
Mandats de recherche fondamentale = prestations scientifiques et droit exclusif sur résultats à destinataire à l'étranger		7.6	4.4
Prestations d'analyse et d'expertises dans le cadre d'une recherche = prestations scientifiques à destinataire en Suisse		7.6	4.4
Prestations d'analyse et d'expertises dans le cadre d'une recherche = prestations scientifiques à destinataire à l'étranger		7.6	4.4
Mandats de recherche/d'analyse dont travail fait à l'étranger pour client étranger		0	0
Recherche du ressort de la confédération	4)	0	0
Organisations d'état			
Fonds nationaux (FN)	4)	0	0
CTI, participation de la confédération	4)	0	0
Entreprises de régie (PTT, CFF)	4)	7.6	4.4

Economie privée (industrie, fondations,...)

Mandats de recherche avec conseils et droit exclusif sur résultats à destinataire en Suisse		7.6	4.4
Mandats de recherche avec conseils et droit exclusif sur résultats à destinataire étranger		exonérés	exonérés
Mandats de recherche fondamentale = prestations scientifiques et droit exclusif sur résultats à destinataire en Suisse		7.6	4.4
Mandats de recherche fondamentale = prestations scientifiques et droit exclusif sur résultats à destinataire à l'étranger		7.6	4.4
Prestations d'analyse et d'expertises dans le cadre d'une recherche = prestations scientifiques à destinataire en Suisse		7.6	4.4
Prestations d'analyse et d'expertises dans le cadre d'une recherche = prestations scientifiques à destinataire à l'étranger		7.6	4.4

Taxe sur la valeur ajoutée

l'étranger		
Dons, legs,...	0	0
Sponsoring de l'économie privée	7.6	5,3
CTI, part de l'économie privée	7.6	4.4

AUTRES PRESTATIONS

Analyses, expertises, travaux d'expert		7.6	5.3
Honoraires d'auteurs		7.6	5,3
Honoraires de conseils		7.6	5,3
Usage d'eau chaude		2.4	0
Tâches relevant de l'administration publique		0	0
Licence, patentes		7.6	5,3
Location de locaux et frais accessoires		0	0
Location de places de parc	5)	7.6/0	5,3/0
Frais forfaitaires de nettoyage	6)	7.6/0	5,3/0
Prestations du centre de calcul		7.6	5.3
Location de surface d'exposition		7.6	5.3
Locations de matériel		7.6	5.3
Vente de chaleur (chauffage)		7.6	5,3
Vente d'électricité (avec marge)		7.6	5,3
Vente de matériel d'occasion à des tiers		7.6	5,3
Mise à disposition de personnel non enseignant		7.6	5,3
Prestations immatérielles livrées à l'étranger (conseil)		0.0	0.0
Refacturation de frais sans aucune marge		7.6	5.3
Droits d'auteurs des œuvres d'écrivains/professeurs		0.0	0.0

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive.

- 1) Sont compris comme livres selon la LTVA : les livres, brochures et documents sur feuilles volantes, d'au moins 16 pages. Les cahiers vides n'en font pas partie.
- 2) Si, avec le séminaire, les conférences ou les cours (incluant les supports), des frais de repas ou de logement sont facturés, ceux-ci doivent figurer séparément sur la facture et être imposés au taux de 7.6%. Si la mention séparée n'est pas faite, c'est la totalité de la facture qui est soumise à 7.6%.
- 3) Les participations aux coûts de frais d'expédition sont toujours imposées au même taux que l'objet se trouvant sur la facture pour l'objet expédié.
- 4) En cas de recherche pure, dont le résultat, utilisé ou non, n'appartient pas à celui qui l'a financé, la TVA est de 0%. Si le résultat de recherche appartient à celui qui l'a financé, le taux est de 7.6%, que le bailleur soit suisse ou étranger.
- 5) Les locations de place de parc sont soumises à la TVA à 7.6%, sauf si elles font partie du domaine public ou sont des prestations accessoires à la location d'un immeuble.
- 6) Si le nettoyage du bâtiment est décompté séparément, donc non comme charge accessoire à la location, cette prestation est soumise au taux de 7.6%.

Le premier critère est la source de financement. S'il s'agit d'une subvention au sens de la loi, celle-ci n'est pas imposable.

Ensuite, c'est ce qui est mentionné dans les contrats qui fait foi, et ce sont les conditions générales qui priment, d'où l'importance d'obtenir une copie des contrats.

11 ANNEXE 1 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA CONFÉDÉRATION RELATIVES À L'ACHAT DE SERVICES

1 Champ d'application

- 1.1 Ces conditions générales régulent la conclusion, le contenu et l'exécution des contrats de marchés de services (exceptés les marchés de construction).
- 1.2 Elles sont acceptées par le soumissionnaire dès la présentation de l'offre.
- 1.3 Les modifications et les compléments doivent être confirmés par écrit par l'adjudicateur

2 Offre

- 2.1 L'offre, y compris les démonstrations, n'est pas rémunérée, sauf si l'appel d'offre prévoit le contraire.
- 2.2 Le soumissionnaire présente son offre en se fondant sur l'appel d'offre. Il est libre de faire des propositions supplémentaires.
- 2.3 L'offre engage le soumissionnaire pendant les trois mois qui suivent la soumission.

3 Prix

- 3.1 Le soumissionnaire fournit les prestations à des prix fixes ou au coût réel, avec une limite supérieure de prix (limite de coûts). Il indique dans sa proposition les genres de coûts et les tarifs.
- 3.2 Le prix couvre l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution du contrat. Il couvre en particulier les dépenses auxiliaires comme les frais généraux, les frais de secrétariat, l'ensemble des prestations sociales et d'autres contributions à la couverture des frais de maladie, d'invalidité et de décès, ainsi que les redevances publiques. L'inflation n'est prise en considération qu'en cas d'accord écrit particulier.
- 3.3 Le paiement est effectué conformément au calendrier, en fonction de l'avancement des travaux et des dépenses encourues. A l'échéance, le soumissionnaire fait valoir son droit par l'établissement d'une facture. L'adjudicateur effectue le paiement dans les 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

4 Exécution

- 4.1 Le soumissionnaire s'engage à exécuter ses prestations dans les règles de l'art.
- 4.2 Les modifications et les compléments au contrat sont apportés sous forme écrite.
- 4.3 Le soumissionnaire informe régulièrement l'adjudicateur quant à l'avancement des travaux et lui communique immédiatement et par écrit toutes circonstances qui entravent l'exécution du contrat. L'adjudicateur peut en tout temps exiger un contrôle ou des renseignements concernant tout élément du mandat.
- 4.4 Le soumissionnaire exécute en principe lui-même le contrat et ne peut faire encourir à l'adjudicateur des obligations à l'égard de tiers.
- 4.5 Il n'engage que des collaborateurs et collaboratrices soigneusement choisis et au bénéfice d'un bon niveau de formation. Ce faisant, il veille en particulier au besoin de continuité de l'adjudicateur. Sur demande de ce dernier, il remplace, dans les délais utiles, les collaborateurs qui ne disposent pas des connaissances nécessaires ou qui entravent l'exécution du contrat.

5 Propriété intellectuelle

- 5.1 L'ensemble des droits de propriété intellectuelle résultant de l'exécution du contrat (exécution de la prestation) appartiennent à l'adjudicateur.
- 5.2 Le soumissionnaire s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle, et à prendre à sa charge tous les frais résultant d'une telle violation, y compris les éventuels dommages et intérêts.
- 5.2 L'adjudicateur s'engage à informer immédiatement le soumissionnaire de toute demande d'indemnisation ainsi qu'à lui fournir tous les documents nécessaires à sa défense, sous réserve de l'obligation de respecter le secret.

6 Confidentialité

- 6.1 Les parties au contrat veillent à la confidentialité de toutes les informations qui ne sont pas publiques ou librement accessibles. L'obligation de discrétion commence avant la conclusion du contrat et se prolonge après sa fin. L'observation des devoirs légaux d'information demeure réservée.
- 6.2 Un accord écrit de l'adjudicateur est nécessaire pour le cas où le soumissionnaire souhaite exploiter leur relation contractuelle pour sa publicité ou la mentionner dans une publication.

7 Retard

- 7.1 En cas d'inobservation d'un délai impératif défini dans le contrat (affaires à date d'exécution déterminée), le soumissionnaire tombe immédiatement en demeure. Dans les autres cas, il lui est fixé un délai convenable.
- 7.2 A l'expiration de ce délai, l'adjudicateur peut se départir du contrat sur communication écrite au soumissionnaire. Les prestations fournies jusqu'à la date d'expiration du contrat doivent être rémunérées.
- 7.3 En cas de retard du soumissionnaire, celui-ci est soumis à une peine conventionnelle correspondant à 1%0 du prix de la prestation par jour de retard et s'élevant au plus à 10% du montant total. Le paiement de la peine ne libère pas le soumissionnaire de ses obligations contractuelles. Dans les cas de force majeure, on n'imposera pas de peine conventionnelle.

8 Garantie

- 8.1 Le soumissionnaire est tenu à l'exécution fidèle et minutieuse du contrat et à des prestations conformes aux conditions et spécifications contractuelles ainsi qu'aux normes scientifiques et techniques en vigueur.
- 8.2 Il est responsable des dommages causés par ses collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions.

9 Révocation et dénonciation

- 9.1 Le contrat est en tout temps révocable et dénonçable par écrit, par l'une ou l'autre des parties. Les prestations fournies jusqu'à la date d'expiration du contrat sont rémunérées.
- 9.2 Les droits de compensation pour résiliation en temps inopportun sont réservés. Est exceptée la compensation du manque à gagner.

10 Cession et mise en gage

Les obligations contractuelles incombant au soumissionnaire ne peuvent être ni cédées, ni mises en gage sans l'accord écrit de l'adjudicateur.

11 Procédure

- 11.1 Pour les prestations fournies en Suisse, le soumissionnaire est tenu de respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs et des conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie. Il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur le plan salarial. On entend par conditions de travail celles qui figurent dans les conventions collectives et les contrats-types de travail ou, lorsque ceux-ci font défaut, les conditions de travail habituelles dans la région et dans la profession concernées.
- 11.2 Une peine conventionnelle est prévue pour le cas où le soumissionnaire ne respecte pas les principes procéduraux. La peine se monte à 10% de la valeur contractuelle et doit être comprise entre 3000 et 100000 francs.

12 Droit applicable et for

- 12.1 Sont applicables les présentes conditions générales et subsidiairement les dispositions du droit suisse des obligations.
- 12.2 Le for est à Berne. Si la valeur litigieuse fixée par la loi est atteinte, le Tribunal fédéral à Lausanne est compétent pour connaître en instance unique des actions contre la Confédération (art. 41, 1er al., let. b, OJ; RS 173.110).

12 ANNEXE 2 : RÉCUPÉRATION DE LA TVA POUR CLIENTS ÉTRANGERS

Les clients étrangers peuvent se faire rembourser la TVA sous certaines conditions. Les informations sont disponibles sur l'adresse internet suivante: <http://www.estv.admin.ch/data/mwst/indexf.htm>.